



**Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse,  
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

**Procès-verbal de la réunion du 30 janvier 2019**

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9 et 16 janvier 2019
2. 7268 Projet de loi portant modification  
1° du Code du travail ;  
2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail ;  
3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle  
- Rapporteur : Monsieur Gilles Baum  
  
- Présentation du projet de loi  
- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
3. Divers

\*

Présents : M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, Mme Tess Burton, M. Frank Colabianchi, M. Georges Engel, M. Franz Fayot, M. Paul Galles, Mme Martine Hansen, Mme Carole Hartmann, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, Mme Josée Lorsché, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. David Wagner, M. Claude Wiseler

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Pierre Reding, M. Philippe Hess, Mme Véronique Schaber, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

\*

Présidence : M. Gilles Baum, Président de la Commission

\*

**1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9 et 16 janvier 2019**

Les projets de procès-verbal susmentionnés sont approuvés.

**2. 7268 Projet de loi portant modification  
1° du Code du travail ;  
2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail ;  
3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle**

• **Présentation du projet de loi**

En guise d'introduction, M. le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse souligne que les modifications de la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, telles qu'énoncées dans le projet de loi sous rubrique, reposent sur des propositions élaborées conjointement avec les chambres professionnelles, qui, tout comme les écoles et les formateurs, sont dans l'attente de la mise en vigueur des adaptations proposées, prévue pour la rentrée scolaire 2019/2020.

La représentante ministérielle présente les grandes lignes du projet de loi sous rubrique, pour le détail desquelles il est renvoyé au document parlementaire 7268. L'intervenante rappelle que la loi modifiée du 19 décembre 2008 a transformé la formation professionnelle de fond en comble, en introduisant trois niveaux de formation. Le certificat de capacité professionnelle (CCP) constitue la formation professionnelle de base. Le diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) et le diplôme de technicien constituent la formation professionnelle initiale. L'enseignement repose sur l'acquisition de compétences regroupées dans des modules, la double alternance (entreprise/école et école/entreprise) et le partenariat entre l'école et le monde économique.

La mise en œuvre de la réforme de 2008 fit apparaître certaines déficiences, de sorte qu'un certain nombre d'adaptations s'avéraient nécessaires, qui sont entrées en vigueur en 2016. Le présent projet de loi apporte des adaptations supplémentaires, sans pour autant remettre en cause la philosophie fondamentale de la réforme de 2008. Les principales modifications se présentent comme suit :

- l'intégration des dispositions relatives au contrat d'apprentissage et à la convention de stage dans le Code du travail ;
- la création d'une base légale pour le groupe de pilotage de la formation professionnelle, composé de représentants du Ministère compétent, du comité à la formation professionnelle, des chambres professionnelles, des directeurs de lycée et des équipes curriculaires ;
- la possibilité de mise en place d'un projet d'innovation pédagogique ;
- la durée de la formation ;
- des adaptations à la formation professionnelle de base ;
- l'introduction d'une évaluation chiffrée combinée à l'évaluation par compétences ;
- l'instauration d'un modèle de formation « en cours d'emploi » ;
- les passerelles entre les différentes formations ;
- les référentiels d'évaluation ;
- l'apprentissage transfrontalier.

• **Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat**

La Commission procède à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat, émis le 21 décembre 2018.

Amendement 1 concernant l'article 1<sup>er</sup> (article L. 111-3, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code du travail)

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Amendement 2 concernant l'article 1<sup>er</sup> (article L. 111-9 du Code du travail)

Cette proposition d'amendement ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Amendement 3 concernant l'article 8, point 1<sup>o</sup>, lettre e)

Cette proposition d'amendement ne donne pas lieu à observation de la part du Conseil d'Etat.

Amendement 4 concernant l'article 8, point 1<sup>o</sup>, lettre l)

Le Conseil d'Etat recommande, d'un point de vue de légistique formelle, de supprimer, à l'endroit de la lettre l), point 32, le terme « détermine ».

Les représentants ministériels proposent de donner suite à cette recommandation.

Amendement 5 concernant l'article 13

Le Conseil d'Etat dit comprendre, à la lecture du commentaire de la proposition d'amendement susmentionnée, que les auteurs des amendements parlementaires du 23 juillet 2018 se sont alignés sur l'article 21, point 2<sup>o</sup>, du projet de loi, qui modifie l'article 29 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle. Or, le Conseil d'Etat se doit de rappeler les considérations générales de son avis du 29 mai 2018, où il avait observé que certains renvois au pouvoir du Grand-Duc, intouchés par les modifications en projet, ne sont pas suffisamment encadrés et risquent dès lors de ne pas correspondre à la volonté du constituant selon laquelle, dans les matières réservées à la loi, « les principes et points essentiels » restent du domaine de la loi formelle. A ainsi été visé, entre autres, l'article 30, deuxième tiret, de la même loi, qui renvoie au pouvoir réglementaire pour déterminer les dérogations à la durée normale de certaines formations. Bien que le Conseil d'Etat n'ait pas critiqué les modifications relatives à l'article 29 de la loi précitée du 19 décembre 2008, il tient à souligner que ledit article est complété par l'article 30, deuxième tiret, précité, qui ne correspond pas aux exigences constitutionnelles. L'article sous rubrique ne pourra donc pas être aligné sur la logique de l'article 29, qui doit être lu en combinaison avec l'article 30 de la loi précitée du 19 décembre 2008.

Dans son avis du 29 mai 2018, le Conseil d'Etat avait par ailleurs constaté que les critères, selon lesquels une dérogation à la durée de la voie de formation menant au certificat de capacité professionnelle est possible, font défaut. Or, l'article 7, dans sa nouvelle teneur proposée, ne détermine toujours pas avec précision quelles formations ont une durée respectivement de deux ou de trois ans, voire selon quels critères la durée peut éventuellement être réduite. Le Conseil d'Etat n'est par conséquent pas en mesure de lever son opposition formelle à l'égard du dispositif sous rubrique. Il recommande aux auteurs ou bien de prévoir directement pour quelles divisions la durée est respectivement de deux ou de trois ans, ou bien de fournir des critères précis permettant de déterminer la durée des formations en question.

Suite aux observations formulées par le Conseil d'Etat, les représentants ministériels proposent de modifier la disposition sous rubrique comme suit :

« **Art. 13.** L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :  
« **Art. 7.** La formation professionnelle de base se fait par alternance sous contrat d'apprentissage **ou sous convention de formation** et est organisée sous forme d'unités capitalisables. ~~Elle porte normalement sur une durée de trois ans.~~  
~~La formation professionnelle de base peut porter sur les divisions suivantes :~~  
**La voie de formation menant au certificat de capacité professionnelle a une durée de deux ou de trois ans et peut comporter les divisions suivantes : à l'exception de la formation « cordonnier-réparateur » qui a une durée de deux ans.**  
**La voie de formation menant au certificat de capacité professionnelle comporte les divisions suivantes :**  
1. division de l'apprentissage agricole ;  
2. division de l'apprentissage artisanal ;  
3. division de l'apprentissage commercial ;  
4. division de l'apprentissage hôtelier et touristique ;  
5. division de l'apprentissage industriel ;  
6. division de l'apprentissage ménager ;  
7. division de l'apprentissage des professions de santé et des professions sociales.  
~~Un règlement grand-ducal détermine les métiers et les professions pour lesquels la durée normale déroge à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que leur durée, qui ne peut pas être inférieure à deux années.~~  
La formation professionnelle de base est constituée d'au moins une unité capitalisable comprenant des modules de l'enseignement général et des unités capitalisables comprenant des modules de l'enseignement du métier ou de la profession visés.  
Les unités capitalisables sont élaborées par les équipes curriculaires en coopération entre le milieu scolaire et le milieu professionnel et sont fixées par règlement grand-ducal. Les programmes-cadres, les référentiels d'évaluation et, le cas échéant, les programmes de formation sont élaborés et arrêtés suivant les dispositions de l'article 31. » »

Cette proposition d'amendement est adoptée à la majorité des voix, avec l'abstention des représentants du groupe politique CSV, de l'ADR (groupe technique) et de la sensibilité politique « déi Lénk ».

#### Echange de vues

Suite à un questionnement afférent d'une représentante du groupe politique CSV, il est expliqué qu'uniquement la formation « cordonnier-réparateur » est concernée par la réduction de la durée de la formation, étant donné que c'est uniquement pour cette formation qu'un accord a pu être trouvé avec les chambres professionnelles compétentes, alors que les discussions afférentes au sujet d'autres voies de formation suivent leur cours. Si, à l'avenir, il s'avérait judicieux de faire bénéficier d'autres voies de formation d'une réduction de la durée de formation, une modification de la loi deviendrait indispensable.

#### Amendement 6 concernant l'article 14

Cette proposition d'amendement ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Amendement 7 concernant l'article 20, point 1° (article 28, paragraphe 2 nouveau, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée)

Le Conseil d'Etat constate que les auteurs de l'amendement parlementaire susmentionné se rallient à l'avis du Conseil d'Etat du 29 mai 2018 dans lequel il avait précisé que la loi doit définir les éléments essentiels de la matière avec une netteté suffisante pour écarter tout pouvoir discrétionnaire de la part de l'administration. Ainsi, les auteurs de l'amendement ajoutent comme critères d'éligibilité l'âge du candidat, une motivation circonstanciée, l'accord des parents dans l'hypothèse où le candidat est mineur ainsi qu'un rapport de la Maison de l'orientation sur la situation de l'élève.

Le Conseil d'Etat peut se rallier à cette façon de procéder qui lui permet de lever son opposition formelle émise dans son avis du 29 mai 2018.

#### Amendement 8 concernant l'insertion d'un article 23bis nouveau

Le Conseil d'Etat signale que, du point de vue de la légistique formelle, les amendements suivent les mêmes principes de fond et de forme que les modifications aux textes existants, sauf que les articles à insérer dans l'acte autonome ou modificatif en projet ne peuvent comporter des articles indexés ou suivis d'un qualificatif tel que *bis*, *ter*, etc., vu que la numérotation originelle de tout acte est censée être continue.

Partant, l'article 23bis nouveau est à reprendre sous un article 24 nouveau et les articles suivants sont à renuméroter en conséquence.

Les représentants ministériels proposent de donner suite à cette recommandation.

#### Amendement 9 concernant l'article 24 initial

Considérant les amendements parlementaires du 23 juillet 2018, le Conseil d'Etat se dit en mesure de lever les oppositions formelles d'ordre général qu'il avait émises à l'égard de l'article 24 dans sa teneur initiale.

Néanmoins, la Haute Corporation se voit amenée à formuler des oppositions formelles ponctuelles dans le cadre de l'examen des dispositions proposées par voie d'amendement parlementaire.

A l'article 33 nouveau, paragraphe 2, pour ce qui est des référentiels d'évaluation à arrêter par le Ministre compétent, le Conseil d'Etat considère ceux-ci comme des actes à caractère réglementaire. Or, la loi ne saurait investir les membres du Gouvernement d'un pouvoir réglementaire. Sous peine d'opposition formelle, le Conseil d'Etat demande de prévoir que les référentiels sont arrêtés par le biais d'un règlement grand-ducal.

Les représentants ministériels proposent de modifier, par voie d'amendement parlementaire, la disposition précitée comme suit :

**« ~~Le ministre arrête les~~ Les référentiels d'évaluation proposés par les équipes curriculaires ou par les commissions nationales de l'enseignement général compétentes sont déterminés par règlement grand-ducal. »**

Cette proposition d'amendement est adoptée à la majorité des voix, avec l'abstention des représentants de l'ADR (groupe technique) et de la sensibilité politique « déi Lénk ».

A l'article 33 nouveau, paragraphe 6, alinéa 1<sup>er</sup>, le Conseil d'Etat s'interroge sur la raison pour laquelle les auteurs distinguent entre la réinscription en première année d'une formation et les réinscriptions en d'autres années. Les modules réussis ne resteraient-ils pas acquis en cas de réinscription en première année, et ceci même dans l'hypothèse où le référentiel

d'évaluation n'aurait pas changé ? Le Conseil d'Etat suggère d'omettre l'alinéa 1<sup>er</sup> pour ne viser que les cas où les référentiels d'évaluation ont entre-temps changé.

Suite aux observations formulées par le Conseil d'Etat, les représentants ministériels proposent de modifier la disposition précitée comme suit :

**« Sauf en cas de réinscription en première année d'une formation, les Les modules réussis restent acquis tout au long de la vie. »**

Cette proposition d'amendement est adoptée à la majorité des voix, avec l'abstention des représentants de l'ADR (groupe technique) et de la sensibilité politique « déi Lénk ».

A l'article 33<sup>ter</sup> nouveau, paragraphe 2, il est prévu que les « conditions selon lesquelles se déroule le rattrapage de stage sont fixées par l'Office des stages ». Le Conseil d'Etat part de l'hypothèse que les conditions de rattrapage constituent des mesures pratiques déterminées de manière individuelle pour chaque candidat et peut dès lors marquer son accord avec la disposition sous rubrique. Si les conditions visées étaient toutefois des mesures générales, elles devraient être prévues par le biais d'un règlement grand-ducal.

A l'article 33<sup>ter</sup> nouveau, paragraphe 4, alinéa 2, les auteurs renvoient à un règlement grand-ducal pour déterminer les conditions selon lesquelles se déroule le rattrapage. Le Conseil d'Etat part de l'hypothèse que sont également visées des modalités pratiques et peut dès lors marquer son accord avec la disposition sous rubrique. Par ailleurs, étant donné que l'alinéa 2 relève du paragraphe 4 relatif aux projets intégrés intermédiaire et final, le Conseil d'Etat considère que le renvoi au pouvoir réglementaire concerne exclusivement les conditions selon lesquelles se déroule le rattrapage de ces projets. Cependant, si le renvoi au règlement grand-ducal est censé se rapporter également aux autres paragraphes de l'article sous rubrique, il y aura lieu de reprendre le paragraphe 4, alinéa 2, sous un paragraphe 5 nouveau. En outre, le Conseil d'Etat renvoie à son observation relative à l'article 33<sup>ter</sup> nouveau, paragraphe 2, ci-dessus, et relève que, si le paragraphe 2 devait viser des mesures d'ordre général, celles-ci pourraient également être prises sur base du règlement visé au paragraphe 5 nouveau. Dans cette hypothèse, le paragraphe 2 serait à supprimer et les paragraphes suivants à renuméroter.

A l'article 33<sup>quinquies</sup>, paragraphe 7, alinéa 2, il est prévu que le Ministre « arrête le modèle d'organisation du projet intégré final ». Le Conseil d'Etat considère que le modèle d'organisation visé constitue le reflet des dispositions légales qui sont déjà prévues et n'a pas de valeur juridique propre, de sorte que le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec le fait que le Ministre arrête le modèle en question.

A l'article 33<sup>sexies</sup>, paragraphe 2, alinéa 2, le Conseil d'Etat comprend que les modalités concernant la prise de décision de promotion constituent des modalités d'ordre exclusivement procédural et peut dès lors marquer son accord avec le renvoi au pouvoir réglementaire du Grand-Duc.

Pour ce qui est de l'article 33<sup>septies</sup>, paragraphe 2, il est prévu que « [s]ur proposition de l'équipe d'évaluation et sur décision du commissaire, l'élève est admis en avant-dernière ou en dernière année de la formation de technicien ». Au paragraphe 4 du même article, les auteurs entendent disposer que « [s]ur avis du conseil de classe et sur décision du directeur de l'établissement où est dispensée la formation visée, l'élève en formation DT est admis dans une classe de 3<sup>e</sup> ou de 2<sup>e</sup> de l'enseignement général ».

Or, les dispositions précitées ne fournissent pas les critères selon lesquels l'élève est admis en avant-dernière ou en dernière année de la formation de technicien, voire dans une classe de 3<sup>e</sup> ou de 2<sup>e</sup> de l'enseignement général. Etant donné qu'il s'agit, en l'espèce, d'une matière

réservée à la loi en vertu de l'article 23 de la Constitution, le Conseil d'Etat insiste, sous peine d'opposition formelle, à ce que ces critères soient prévus dans la loi en projet.

Tenant compte des observations formulées par le Conseil d'Etat, les représentants ministériels proposent de modifier, par voie d'amendement parlementaire, la disposition précitée comme suit :

**« (2) ~~L'élève détenteur du DAP est admis à la formation de technicien qui correspond à la famille de métiers pour laquelle il a eu son diplôme. Sur proposition de l'équipe d'évaluation et sur décision du commissaire, l'élève est admis en avant-dernière ou en dernière année de la formation de technicien.~~ L'élève détenteur du DAP est admis en avant-dernière année de la formation de technicien.**  
**L'élève détenteur du DAP, mention « excellent », est admis en dernière année de la formation de technicien.**  
**Un règlement grand-ducal fixe la liste des formations de technicien auxquelles l'élève détenteur du DAP est admissible en tenant compte des divisions prévues à l'article 29. »**

Cette proposition d'amendement est adoptée à la majorité des voix, avec l'abstention des représentants du groupe politique CSV, de l'ADR (groupe technique) et de la sensibilité politique « déi Lénk ».

Les représentants ministériels proposent par ailleurs de supprimer, par voie d'amendement parlementaire, l'article 33~~septies~~, paragraphe 4, à insérer dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, étant donné que l'orientation concernant l'enseignement secondaire général n'a pas de place dans la loi modifiée portant réforme de la formation professionnelle.

Cette proposition d'amendement est adoptée à la majorité des voix, avec l'abstention des représentants du groupe politique CSV, de l'ADR (groupe technique) et de la sensibilité politique « déi Lénk ».

Du point de vue de la légistique formelle, le Conseil d'Etat constate que les auteurs des amendements parlementaires du 23 juillet 2018 ont omis de remplacer de manière explicite l'article 33 de la loi qu'il s'agit de modifier.

Par ailleurs, il tient à souligner que le déplacement d'articles, de paragraphes, de groupements d'articles ou d'énumérations, tout comme les changements de numérotation des différents éléments du dispositif d'un acte autonome existant, sont absolument à éviter. Ces procédés, dits de « dénumérotation », ont en effet pour conséquence que toutes les références aux anciens numéros ou dispositions concernés deviennent inexacts. L'insertion de nouveaux articles, paragraphes, points, énumérations ou groupements d'articles se fait en utilisant des numéros suivis d'un qualificatif tel que *bis*, *ter*, etc. Partant, le chapitre IV nouveau est à renuméroter en chapitre III*bis*.

Tenant compte de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose de reformuler l'article 24 (25 selon le Conseil d'Etat), dans sa teneur amendée, de la manière suivante :

**« Art. 25.** L'article 33 de la même loi est remplacé par un chapitre III*bis* nouveau, comprenant les articles 33, 33*bis*, 33*ter*, 33*quater*, 33*quinquies*, 33*sexies* et 33*septies* nouveaux, libellé comme suit :  
« Chapitre III*bis*. Evaluation et promotion  
Art. 33. [...]   
Art. 33*bis*. [...]

[...] » ».

A l'article 33 nouveau, paragraphe 4, alinéa 2, le Conseil d'Etat recommande d'écrire :  
« Toute fraude, tentative de fraude ou plagiat entraîne des mesures éducatives [...] ».

A l'article 33 nouveau, paragraphe 4, alinéa 3, il est indiqué d'écrire :  
« Si l'élève ne peut présenter d'excuse valable pour ne pas s'être soumis à l'évaluation, [...] ».

A l'article 33<sup>quater</sup> nouveau, les subdivisions complémentaires en lettres minuscules sont à faire suivre d'une parenthèse fermante (a), b), c), ...).

Les représentants ministériels proposent de donner suite aux observations d'ordre légistique.

#### Echange de vues

Suite à des questionnements afférents d'une représentante du groupe politique CSV et du représentant de l'ADR (groupe technique), il est précisé qu'il importe que l'enseignant concerné explique de façon précise les informations figurant aux référentiels d'évaluation, afin que l'élève concerné en comprenne la portée. D'une manière générale, l'évaluation par compétences présente l'avantage de donner des informations précises sur les forces et faiblesses d'un élève, alors qu'une évaluation chiffrée peut s'avérer aléatoire.

Il est convenu qu'un exemple de référentiel d'évaluation sera transmis à la Commission.

Concernant l'article 33 nouveau, paragraphe 6, alinéa 1<sup>er</sup>, une représentante du groupe politique CSV se renseigne sur l'obligation du lycée de contrôler la présence des élèves qui disposent d'une dispense de modules. La représentante ministérielle explique qu'il convient de distinguer entre élèves majeurs et mineurs. En règle générale, l'établissement scolaire ne peut se démettre de son devoir de surveillance.

Concernant l'article 33<sup>septies</sup> nouveau, paragraphe 2, une représentante du groupe politique CSV se renseigne sur le taux de réussite des élèves détenteurs d'un DAP admis à la formation de technicien, étant donné que celle-ci requiert des compétences dans des matières que l'élève concerné doit rattraper. La représentante ministérielle explique que le passage d'une voie de formation menant au DAP à celle menant au diplôme de technicien constitue certes un défi pour les élèves concernés. La pratique montre néanmoins que leur réussite est assurée pour autant qu'ils sont décidés à progresser.

Suite à un questionnement afférent du représentant de l'ADR (groupe technique), il est convenu qu'une présentation schématique des passerelles entre les différents niveaux de formation sera transmise à la Commission.

Suite à un questionnement afférent d'une représentante du groupe politique CSV, il est convenu que les dispositions de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées, relatives à l'orientation des élèves de la formation professionnelle vers l'enseignement secondaire général, seront transmises à la Commission.

#### Amendement 10 concernant l'article 27 initial

Le Conseil d'Etat estime, suite à la proposition d'amendement susmentionnée, être en mesure de lever l'opposition formelle d'ordre général qu'il avait émise dans son avis du 29 mai 2018 à l'égard de l'article 27 dans sa teneur initiale.

Toutefois, la Haute Corporation se voit amenée à formuler les oppositions formelles ponctuelles suivantes :

Au paragraphe 3, il est prévu que tout apprentissage transfrontalier doit être autorisé au préalable par le Ministre. Le Conseil d'Etat renvoie à son avis du 29 mai 2018 dans lequel il avait relevé que, dans les matières réservées à la loi, une autorité administrative ne saurait se voir accorder par le législateur un pouvoir d'appréciation sans limite pour prendre des décisions ou des mesures administratives. La loi doit définir les éléments essentiels de la matière avec une netteté suffisante pour écarter tout pouvoir discrétionnaire absolu de la part de l'administration. Or, étant donné que le paragraphe 3 ne prévoit aucun critère pour encadrer le pouvoir d'autorisation du Ministre, le Conseil d'Etat doit s'opposer formellement à celui-ci. Si l'intention des auteurs est de retenir comme seul critère l'inscription de la profession du candidat sur la liste visée au paragraphe 2, le Conseil d'Etat s'interroge sur l'utilité de prévoir l'autorisation par une décision individuelle du Ministre. Si l'autorisation du Ministre doit pouvoir intervenir sur base d'autres critères, il y a lieu de les indiquer avec précision dans la disposition sous rubrique.

Tenant compte des observations formulées par le Conseil d'Etat, les représentants ministériels proposent de supprimer l'article 37, paragraphe 3 à insérer dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée.

Suite à la suppression du paragraphe 3 initial, les paragraphes suivants sont renumérotés.

Cette proposition d'amendement est adoptée à la majorité des voix, avec l'abstention des représentants du groupe politique CSV et de l'ADR (groupe technique).

Au paragraphe 4 initial, alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, il est prévu que les démarches à suivre pour un apprentissage transfrontalier « sont arrêtées par le Ministre ». L'acte par lequel le Ministre arrête les démarches à suivre constitue, de l'avis du Conseil d'Etat, un acte à caractère réglementaire. Le Conseil d'Etat s'oppose formellement à cette disposition, étant donné que la loi ne saurait investir les membres du Gouvernement d'un pouvoir réglementaire. Il recommande de prévoir les démarches par voie de règlement grand-ducal.

Les représentants ministériels proposent de donner suite à cette recommandation.

Au paragraphe 6 initial, les auteurs ont prévu que « [l']Etat luxembourgeois peut prendre en charge les frais d'admission, les frais d'inscription, les coûts de la formation ainsi que les frais des épreuves et des examens effectués à l'étranger ». Le Conseil d'Etat tient à relever que l'emploi du verbe « pouvoir » dans des textes concernant l'octroi de droits est susceptible de faire naître l'arbitraire. S'agissant en l'espèce d'une matière réservée à la loi par la Constitution en vertu de ses articles 99 et 103, le Conseil d'Etat insiste, sous peine d'opposition formelle, à ce que les auteurs encadrent le pouvoir de l'administration, d'une part, en faisant abstraction du verbe « pouvoir » dans la disposition en projet sous rubrique et, d'autre part, en prévoyant clairement sous quelles conditions les frais précités sont pris en charge.

Les représentants ministériels proposent de suivre le Conseil d'Etat pour ce qui est de la suppression du verbe « pouvoir ».

Concernant le paragraphe 7 initial, le Conseil d'Etat considère que les accords à conclure entre le Ministre et les autorités compétentes en matière de formation professionnelle dans les pays de la Grande Région ne sauraient être considérés comme des traités au sens de l'article 37, première phrase, de la Constitution, qui prévoit que le droit de faire des traités constitue une prérogative exclusive du Grand-Duc. Afin d'éviter toute équivoque à ce sujet,

le Conseil d'Etat propose de remplacer les termes « autorités compétentes » par « instituts compétents ».

Les représentants ministériels proposent de donner suite à la suggestion formulée par le Conseil d'Etat.

#### Echange de vues

Suite à des questionnements afférents de plusieurs membres de la Commission, il est précisé que la notion « pays de la Grande Région » vise l'intégralité des territoires français, allemand et belge, et non seulement les régions regroupées dans l'entité territoriale « Grande Région ». Partant, il est proposé, par voie d'amendement parlementaire, de remplacer, aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 6 nouveau, les termes « pays de la Grande Région » par « pays limitrophes ».

Suite à un questionnement afférent d'une représentante du groupe politique CSV, il est précisé que, dans le cadre de l'apprentissage transfrontalier, la formation en milieu scolaire à l'étranger peut se faire dans une école privée, sous condition de l'aval des autorités et des chambres professionnelles compétentes. A noter que la formation en milieu scolaire à l'étranger n'est autorisée qu'au cas où une telle formation n'existe pas au Grand-Duché. Des dérogations peuvent être accordées avec l'aval des chambres professionnelles compétentes, au cas où une telle formation à l'étranger représente une plus-value pour la carrière professionnelle de l'élève concerné.

Une représentante du groupe politique CSV se renseigne sur les dispositions légales en vigueur, notamment au niveau du remboursement des frais de formation, pour les élèves résidant au Grand-Duché désireux de poursuivre l'intégralité de leur formation professionnelle à l'étranger. Il est convenu que les informations afférentes seront transmises à la Commission. A noter que les élèves concernés peuvent solliciter une bourse de soutien auprès du Service de la formation professionnelle du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le représentant de l'ADR (groupe technique) renvoie à l'article 37, paragraphe 5 initial, alinéa 1<sup>er</sup>, qui dispose que « l'élève sous contrat d'apprentissage luxembourgeois se voit attribuer le diplôme décerné par l'autorité étrangère compétente ». Selon l'orateur, il ne revient pas au législateur luxembourgeois d'inscrire dans une loi des dispositions qui relèvent de la compétence d'une autorité étrangère. Les représentants ministériels expliquent que l'apprentissage transfrontalier repose sur des accords conclus avec les autorités des pays limitrophes concernés, de sorte que sa légalité est assurée.

Suite à un questionnement afférent d'une représentante du groupe politique « déi gréng », il est précisé que l'extension de l'apprentissage transfrontalier aux Pays-Bas se heurte à la barrière des connaissances linguistiques des élèves luxembourgeois.

#### Amendement 11 concernant l'article 30 initial

Le Conseil d'Etat, renvoyant à son observation relative à la « dénumérotation » à l'endroit de l'article 24 nouveau, donne à considérer que la renumérotation du chapitre IV en chapitre V est à omettre.

Les représentants ministériels proposent de donner suite à cette recommandation.

#### Amendement 12 concernant l'article 37 initial, point 1°

Le Conseil d'Etat constate que la précision quant au nombre maximal de directeurs adjoints admis pour le Service de la formation professionnelle répond à une demande de la part du Conseil d'Etat afin de satisfaire aux exigences de l'article 99 de la Constitution.

#### Amendement 13 concernant l'article 39 initial

Le Conseil d'Etat considère, à l'endroit du paragraphe 2, alinéa 2, phrase liminaire, que les auteurs entendent viser le paragraphe 1<sup>er</sup> au lieu de l'alinéa 1<sup>er</sup> et demande dès lors de rectifier le renvoi.

Par ailleurs, la Haute Corporation estime que, du point de vue de la légistique formelle et dans un souci de cohérence par rapport au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 3, il y a lieu d'écrire au paragraphe 2, alinéa 2, point 3 :

« pour les élèves admis en 3<sup>ème</sup> année de formation préparant au certificat de capacité professionnelle ».

Les représentants ministériels proposent d'adopter ces recommandations.

- ***Echange de vues***

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les points suivants :

Suite à un questionnement afférent d'une représentante du groupe politique CSV, il est convenu que les projets de règlement grand-ducal prévus au projet de loi sous rubrique seront transmis à la Commission dès leur finalisation.

Suite à un questionnement afférent d'une représentante du groupe politique CSV, il est expliqué que les modalités de l'évaluation chiffrée, qui s'ajoute à l'évaluation par compétences, ont été élaborées en étroite concertation avec les équipes curriculaires compétentes. La représentante ministérielle explique qu'un modèle d'évaluation basé exclusivement sur des compétences peut avoir l'inconvénient d'être difficilement compréhensible pour les élèves et leurs parents. L'introduction de notes vise à pallier cette déficience.

Une représentante du groupe politique CSV se renseigne sur l'organisation des cours de rattrapage de modules, notamment sur le rattrapage de compétences déficientes qui peuvent différer d'un élève à l'autre. La représentante ministérielle explique que l'enseignant élabore avec chaque élève concerné, au début des séances de rattrapage, un plan individuel de compétences à rattraper, qui peuvent se faire soit en cours, soit par des tâches de travail. D'une manière générale, l'organisation des séances de rattrapage se fait sans difficultés majeures.

Suite à un questionnement afférent d'une représentante du groupe politique CSV, il est expliqué que le « blended learning » (« apprentissage mixte ») pour les modules préparatoires de la formation de technicien de la formation professionnelle est introduit par des projets pilotes. La représentante ministérielle tire un premier bilan positif desdits projets, tout en soulignant l'importance d'un accompagnement pédagogique constant des élèves concernés. A noter que le « blended learning » vise à permettre à l'élève d'effectuer 75 pour cent du travail à distance et 25 pour cent des cours en présentiel.

Une représentante du groupe politique CSV se renseigne sur les missions des représentants de l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle de Zurich (« Eidgenössisches Hochschulinstitut für Berufsbildung ») dans le cadre des adaptations à apporter à la formation professionnelle. La représentante ministérielle explique que les

représentants de l'institut précité se déplacent régulièrement au Grand-Duché afin d'accompagner la cellule de développement curriculaire du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) appelée à procéder à une réévaluation des différentes voies de formation. Il s'agit d'assurer que le profil professionnel enseigné corresponde aux besoins du monde économique contemporain.

Une représentante du groupe politique « déi gréng » soulève la problématique des compétences linguistiques qui font échouer bon nombre d'élèves dans leur voie de formation. La représentante ministérielle explique que le Ministère poursuit l'objectif de varier l'offre linguistique des voies de formation, afin de permettre au plus grand nombre d'élèves de réussir leur formation.

### **3. Divers**

Aucun point divers n'est abordé. La prochaine réunion de la Commission est fixée au 12 février 2019.

Luxembourg, le 5 février 2019

Le Secrétaire-administrateur,  
Joëlle Merges

Le Président de la Commission de l'Education nationale,  
de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement  
supérieur et de la Recherche,  
Gilles Baum

### Annexe

PL 7268 : projet de lettre d'amendement

## PROJET DE LETTRE D'AMENDEMENT

Dossier suivi par:  
Service des Commissions  
Tél: +352  
Fax: +352  
Courriel:

Monsieur le Président  
du Conseil d'État  
5, rue Sigefroi  
L-2536 Luxembourg

Luxembourg, le (date)

Concerne : 7268 Projet de loi portant modification

1° du Code du Travail ;  
2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail et  
3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir une série d'amendements au projet de loi sous rubrique, qui ont été adoptés par les membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ci-après « la Commission ») en date du \*\* 2019.

Je joins en annexe, à toutes fins utiles, un texte coordonné du projet de loi sous rubrique reprenant les amendements proposés (figurant en caractères bleus, gras et soulignés) ainsi que les recommandations du Conseil d'État que la Commission a faites siennes (figurant en caractères soulignés et verts).

### **I. Remarques préliminaires**

#### I.1. Propositions du Conseil d'État

La Commission tient à signaler d'emblée qu'elle suit les observations d'ordre légistique émises par le Conseil d'État dans son avis complémentaire du 21 décembre 2018.

Par ailleurs, la Commission tient compte des recommandations formulées par le Conseil d'État à l'endroit des dispositions suivantes :

- Article 25, modifiant l'article 33, paragraphe (2) (remplacement des termes « Le ministre arrête le » par « Un règlement grand-ducal établit le »)
- Article 28, modifiant l'article 37, paragraphe 3 nouveau (remplacement des termes « par le ministre » par « par règlement grand-ducal »)
- Article 28, modifiant l'article 37, paragraphe 5 nouveau (suppression du verbe « pouvoir »)

- Article 28, modifiant l'article 37, paragraphe 6 nouveau (remplacement des termes « autorités compétentes » par « instituts compétents »)
- Article 40, paragraphe 2, alinéa 2, phrase liminaire (remplacement des termes « à l'alinéa 1<sup>er</sup> » par « au paragraphe 1<sup>er</sup> »)

## II. Propositions d'amendement

### II. 1. Amendement 1 concernant l'article 13 du projet de loi modifiant l'article 7, alinéa 2

L'article 13 du projet de loi est amendé comme suit :

« **Art.13.** L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. La formation professionnelle de base se fait par alternance sous contrat d'apprentissage ou sous convention de formation et est organisée sous forme d'unités capitalisables.

La voie de formation menant au certificat de capacité professionnelle ~~a une durée de deux ou de trois ans et peut comporter les divisions suivantes :~~ a une durée de 3 ans à l'exception de la formation « cordonnier-réparateur » qui a une durée de 2 ans.

La voie de formation menant au certificat de capacité professionnelle comporte les divisions suivantes :

1. division de l'apprentissage agricole ;
2. division de l'apprentissage artisanal ;
3. division de l'apprentissage commercial ;
4. division de l'apprentissage hôtelier et touristique ;
5. division de l'apprentissage industriel ;
6. division de l'apprentissage ménager ;
7. division de l'apprentissage des professions de santé et des professions sociales. » »

#### Commentaire :

Dans son avis complémentaire du 21 décembre 2018, le Conseil d'État demande, sous peine d'opposition formelle, de prévoir des critères quant à la durée des différentes divisions. Il est donné suite aux observations de la Haute Corporation en complétant le texte du projet de loi par la mention de l'existence d'une seule exception, pour une voie de formation précise, à la durée de formation qui est de 3 ans.

## II.2. Amendement 2 concernant l'article 24 ancien, article 25 nouveau du projet de loi modifiant l'article 33, paragraphe 2

L'article 33, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> à insérer dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée est amendé comme suit :

« **Le ministre arrête les Les** référentiels d'évaluation proposés par les équipes curriculaires ou par les commissions nationales de l'enseignement général compétentes **sont déterminés par règlement grand-ducal.** »

### Commentaire

Dans son avis complémentaire du 21 décembre 2018, le Conseil d'Etat estime, à l'endroit de l'article 33, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> à insérer dans la loi modifiée du 19 décembre 2008, que les d'évaluation à arrêter par le Ministre compétent sont à considérer comme des actes à caractère réglementaire. Or, la loi ne saurait investir les membres du Gouvernement d'un pouvoir réglementaire. Sous peine d'opposition formelle, le Conseil d'Etat demande de prévoir que les référentiels sont arrêtés par le biais d'un règlement grand-ducal.

Le présent amendement vise à donner suite à cette demande. Il est proposé que les référentiels d'évaluation soient déterminés par règlement grand-ducal.

II. 3. Amendement 3 concernant l'article 24 ancien, article 25 nouveau du projet de loi modifiant l'article 33, paragraphe (6)

L'article 25 du projet de loi est amendé comme suit :

« **Art.25.**

« ~~(6) Sauf en cas de réinscription en première année d'une formation,~~ Les modules réussis restent acquis tout au long de la vie. » »

Commentaire :

Dans son avis complémentaire du 21 décembre 2018, le Conseil d'État recommande d'omettre l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 6 de l'article 33. Les auteurs ont donné suite partiellement à la Haute Corporation parce qu'ils ont estimé qu'il fallait limiter la suppression du 1<sup>er</sup> alinéa à la première partie de la disposition afin que les modules restent acquis tout au long de la vie même en cas de réinscription en première année.

II.4. Amendement 4 concernant l'article 24 ancien, article 25 nouveau du projet de loi modifiant l'article 33septies, paragraphe (2)

L'article 25 du projet de loi est amendé comme suit :

« Art.25.

« (2) ~~L'élève détenteur du DAP est admis à la formation de technicien qui correspond à la famille de métiers pour laquelle il a eu son diplôme. Sur proposition de l'équipe d'évaluation et sur décision du commissaire, l'élève est admis en avant-dernière ou en dernière année de la formation de technicien.~~

L'élève détenteur du DAP est admis en avant-dernière année de la formation de technicien.

L'élève détenteur du DAP, mention « excellent », est admis en dernière année de la formation de technicien.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des formations de technicien auxquelles l'élève détenteur du DAP est admissible en tenant compte des divisions prévues à l'article 29 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle. » »

Commentaire :

Dans son avis complémentaire, la Haute Corporation demande, sous peine d'opposition formelle, de prévoir des critères selon lesquelles l'élève détenteur du DAP est admis en avant- dernière ou en dernière année de la formation de technicien.

Les auteurs estiment abroger le paragraphe (2) de l'article 33septies pour pouvoir fixer des critères objectifs. Ensuite, les auteurs s'orientent par rapport aux mentions prévues à l'article 23 du règlement grand-ducal du 31 août 2016 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle. Seul l'élève détenteur du DAP avec la mention « excellent » est admis en dernière année de formation de technicien.

Pour encadrer les formations de technicien qui peuvent être suivies par les détenteurs d'un DAP, les auteurs estiment fixer une liste en tenant compte des différentes divisions que peut comprendre le régime de formation de technicien.

II.5 Amendement 5 concernant l'article 25 nouveau (article 33septies, paragraphe 3 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée)

L'article 33septies, paragraphe 3 tel que proposé par amendement parlementaire du 23 juillet 2018, est amendé comme suit :

**« (3) L'élève détenteur du DT est admis en classe de 2<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire général de la division qui correspond à la spécialité de son diplôme. »**

Commentaire

Le présent amendement vise à redresser une erreur matérielle. En effet, la disposition sous rubrique concerne l'admission en classe de 2<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire général, et non l'enseignement général de la formation professionnelle.

II.6. Amendement 6 concernant l'article 24 ancien, article 25 nouveau du projet de loi modifiant l'article 33septies, paragraphe (4)

L'article 25 du projet de loi est amendé comme suit :

« Art.25.

**« (4) ~~Sur avis du conseil de classe et sur décision du directeur de l'établissement où est dispensée la formation visée, l'élève en formation DT est admis dans une classe de 3<sup>e</sup> ou de 2<sup>e</sup> de l'enseignement général.~~ » »**

Commentaire :

Les auteurs estiment que l'orientation concernant l'enseignement secondaire général n'a pas de place dans la loi modifiée portant réforme de la formation professionnelle. Par conséquent, les auteurs veulent abroger le paragraphe 4 de l'article 33septies.

II.7. Amendement 7 concernant l'article 28 nouveau (article 37, paragraphes 1<sup>er</sup> et 6 nouveau de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée)

L'article 37, paragraphe 1<sup>er</sup> tel que proposé par amendement parlementaire du 23 juillet 2018 est amendé comme suit :

« **(1) On entend par apprentissage transfrontalier, la formation où la partie en milieu professionnel se fait sous contrat d'apprentissage dans un organisme de formation situé au Luxembourg et où la partie en milieu scolaire est assurée par une institution dans un pays de la Grande Région limitrophe.** »

L'article 37, paragraphe 6 nouveau (paragraphe 7 initial) tel que proposé par amendement parlementaire est amendé comme suit :

« ~~(7)~~ **(6) Le ministre est autorisé à conclure des accords avec les autorités compétentes instituts compétents en matière de formation professionnelle dans les pays de la Grande Région limitrophes jusqu'au niveau du brevet de technicien supérieur, les chambres professionnelles concernées entendues en leur avis.** »

Commentaire

Il est proposé de remplacer la notion de « pays de la Grande Région » par celle de « pays limitrophe », qui est plus pertinente. En effet, dans le cadre de l'apprentissage transfrontalier, l'apprentissage en milieu scolaire peut se faire non seulement dans un établissement scolaire situé dans une des entités territoriales qui font partie de la Grande Région, mais vise tout établissement scolaire situé sur le territoire français, belge ou allemand.

II. 8. Amendement 8 concernant l'article 27 ancien, article 28 nouveau du projet de loi modifiant l'article 37, paragraphe (3)

L'article 28 du projet de loi est amendé comme suit :

« Art. 27.

~~« (3) Tout apprentissage transfrontalier doit être, au préalable, autorisé par le ministre, le Service de l'orientation professionnelle de l'Agence pour le Développement de l'Emploi et les chambres professionnelles concernées entendus en leur avis. » »~~

Commentaire :

Pour s'aligner aux observations de la Haute Corporation, les auteurs entendent supprimer le paragraphe 3 de cet article. En effet, les auteurs considèrent que la liste annexée au règlement grand-ducal du 9 juillet 2018

1. déterminant les professions et métiers dans le cadre de la formation professionnelle ;
2. fixant les indemnités d'apprentissage dans les secteurs de l'artisanat, du commerce, de l'Horeca, de l'industrie, de l'agriculture et du secteur de santé et social,

énumère à suffisance toutes les formations qui peuvent être suivies dans le cadre d'un apprentissage transfrontalier.

De ce fait, une autorisation préalable par le ministre n'est pas nécessaire, vu que le règlement adopté annuellement prévoit l'intégralité des formations susceptibles d'être suivies en apprentissage transfrontalier. Cette liste est établie en coopération avec le Service de l'orientation professionnelle de l'Agence pour le Développement de l'Emploi. Lors de la procédure réglementaire, l'avis des chambres professionnelles est entendu à suffisance.

## Texte coordonné du projet de loi

Les propositions de texte formulées par le Conseil d'État dans son avis du 29 mai 2018 et les adaptations d'ordre légistique sont soulignées

**Les amendements parlementaires suite à l'avis du 29 mai 2018 sont marqués en caractère gras et soulignés**

Les propositions émises par le Conseil d'État dans son avis complémentaire sont soulignées et marquées en caractères verts

Les amendements parlementaires suite à l'avis complémentaire du 21 décembre 2018 sont soulignés et marqués en caractère gras et bleus

## Projet de loi

portant modification

**1. 1° du Code du ~~travail~~ Travail;**

**2. 2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du ~~Travail~~ et ;**

**3. 3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle**

### Chapitre 1<sup>er</sup> – Modification du Code du travail

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est introduit dans le livre 1<sup>er</sup> du Code du travail un nouveau titre premier de la teneur suivante :

#### « Titre premier - La formation professionnelle

#### Chapitre unique – Le droit de former, le contrat d'apprentissage et la convention de stage de formation

##### Art. L. 111-1.

Le droit de former est accordé par la chambre professionnelle patronale compétente pour le métier ou la profession à former, de concert avec la chambre salariale compétente. Pour les métiers ou professions qui ne dépendent d'aucune chambre professionnelle patronale, le droit est accordé par le ministre de concert avec la chambre salariale compétente.

Le nombre maximum de personnes que les organismes de formation ont le droit de former est fixé conjointement par la chambre patronale et la chambre salariale compétente, respectivement par le ministre de concert avec la chambre salariale compétente.

Le droit de former peut être retiré à un organisme de formation lorsque la tenue générale de celui-ci paraît de nature à compromettre la formation professionnelle ou si l'envergure de

l'organisme de formation est insuffisante pour la garantir. Les autorités qui accordent le droit de former peuvent retirer ce droit. Le retrait peut être temporaire ou définitif.

Les modalités pour accorder et retirer le droit de former ainsi que le nombre maximum de personnes que les organismes de formation ont le droit de former sont fixées par règlement grand-ducal.

#### Art. L. 111-2.

La formation pratique en milieu professionnel et le stage en milieu professionnel font obligatoirement l'objet, soit d'un contrat d'apprentissage, soit d'une convention de stage de formation dont les détails sont arrêtés respectivement à l'article L. 111-3 et à l'article L. 111-10.

Le statut de la personne à former est soit celui de l'apprenti lorsqu'il s'agit d'un contrat d'apprentissage, soit celui de l'élève stagiaire lorsqu'il s'agit d'une convention de stage de formation.

#### Art. L. 111-3.

(1) Le contrat d'apprentissage est conclu entre l'organisme de formation et l'apprenti ou son représentant légal, s'il est mineur.

Le contrat d'apprentissage doit être constaté par écrit au plus tard au moment de l'entrée en apprentissage et comprend une période d'essai non renouvelable de trois mois pendant laquelle le contrat peut être résilié unilatéralement et sans préavis.

Si l'apprentissage se fait selon le système pluriel de lieux de formation, une convention séparée est à signer entre l'organisme de formation initial et l'organisme de formation accessoire. Le contrat d'apprentissage initial reste en vigueur tout au long de l'apprentissage sous les conditions visées au paragraphe 2.

Le contrat d'apprentissage mentionne obligatoirement :

1. les nom, prénoms, profession, numéro d'identification et adresse d'exercice du patron formateur ; lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, le siège social, les nom, prénoms et qualité des personnes qui la représentent au contrat et du patron formateur et le cas échéant le numéro sous lequel elle est inscrite au registre de commerce ;
2. les nom, prénoms, numéro d'identification, date et lieu de naissance, sexe, nationalité, coordonnées de contact et domicile de l'apprenti, s'il est mineur, les nom, prénoms et domicile de son représentant légal ;
3. les objectifs et les modalités de formation dans le métier ou la profession concerné(s) ;
4. la date de la signature, la date du début et la durée du contrat ;
5. le détail des droits et devoirs des parties contractantes ;
6. le montant de l'indemnité ;
7. la période d'essai de trois mois ;
8. les dispositions concernant le congé ;
9. l'horaire de travail ;

10. le lieu de l'apprentissage : un lieu fixe ou prédominant ou, à défaut, des lieux divers se situant au Luxembourg ou à l'étranger ;

11. en cas de système pluriel de lieux de formation : les enseignes, adresses et personnes de contact des lieux de formation ;

12. les nom, prénoms et coordonnées de contact du tuteur.

Les données concernant le sexe et la nationalité de l'apprenti sont utilisées à des fins statistiques par les chambres professionnelles patronales.

(2) La durée du contrat d'apprentissage est égale à la durée effective de l'apprentissage. La première prorogation du contrat d'apprentissage **pour une durée maximale d'une année** est automatiquement accordée si l'élève en a besoin pour terminer sa formation. Une deuxième prorogation **du contrat d'apprentissage pour une durée maximale d'une année** a lieu avec l'accord des parties signataires du contrat.

En cas d'absence prolongée de l'apprenti, pour cause de maladie, maternité ou autre cause dûment motivée et acceptée par les chambres professionnelles compétentes, le contrat d'apprentissage est suspendu intégralement pendant cette durée et prolongé d'autant par la suite.

En cas de suspension de l'exécution du contrat pendant la période d'essai, cette période est prolongée d'une durée égale à celle de la suspension, sans que la prolongation de l'essai ne puisse excéder un mois.

(3) Toute clause du contrat qui limite la liberté de l'apprenti dans l'exercice du métier ou de la profession à la fin de l'apprentissage est nulle.

(4) Le contrat d'apprentissage doit, sous peine de nullité, être dressé sous seing privé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes. Il est enregistré au plus tard un mois après sa conclusion auprès de la chambre professionnelle patronale compétente ou auprès du Service de la formation professionnelle, pour les organismes de formation qui ne dépendent d'aucune chambre professionnelle patronale, à moins que le ministre ne délègue cette mission à l'une des chambres professionnelles patronales. La conclusion des contrats se fait jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre au plus tard. Des reprises de contrats sont permises tout au long de l'année et autorisées dans un délai de six semaines après la résiliation du contrat d'apprentissage antérieur. Des copies sont transmises à la chambre salariale compétente, ainsi qu'au service en charge de l'orientation professionnelle auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi.

(5) Le patron formateur assure l'éducation et la formation professionnelle de l'apprenti dans le cadre du programme de formation officiel.

Il ne peut employer l'apprenti à des travaux ou services étrangers à la profession faisant l'objet du contrat, ni à des travaux ou services qui seraient insalubres ou au-dessus de ses capacités physiques.

Le patron formateur et l'apprenti suivent les consignes des chambres professionnelles et du conseiller à l'apprentissage.

Le patron formateur se conduit envers l'apprenti en bon père de famille. Il maintient une communication régulière avec les chambres professionnelles compétentes, avec l'école qui assure la formation scolaire, ainsi que le cas échéant, avec d'autres patrons formateurs qui interviennent accessoirement dans la formation.

(6) L'apprenti doit justifier au patron formateur ou à son tuteur la fréquentation régulière des cours scolaires.

Les dispositions de l'article L.121-6 sont applicables à l'apprenti, sauf adaptation de terminologie s'il y a lieu.

Il doit à son patron formateur et à son tuteur respect et loyauté. L'apprenti observe la plus grande discrétion sur les affaires de l'entreprise.

(7) Les différents modèles de contrat d'apprentissage ainsi qu'un modèle de convention de lieux pluriels sont fixés par les chambres professionnelles compétentes.

#### Art. L.111-4.

Pour former un apprenti, le patron formateur doit être âgé de 21 vingt-et-un ans au moins et satisfaire aux conditions d'honorabilité et de qualification professionnelle prévues à l'article L.111-5.

Si ces conditions ne sont plus remplies, les autorités qui ont accordé le droit de former peuvent retirer ce droit ou définir les modalités selon lesquelles l'organisme de formation a le droit de continuer à dispenser la formation jusqu'au terme des contrats d'apprentissage.

#### Art. L. 111-5.

(1) Le droit de former ne peut être accordé à une personne physique que si celle-ci présente les garanties nécessaires d'honorabilité qui s'apprécient sur base des antécédents judiciaires du postulant. S'il s'agit d'une personne morale, les dirigeants doivent satisfaire aux conditions imposées aux particuliers.

(2) Sont incapables de former un apprenti :

1. ceux qui ont subi une condamnation pour crime ;
2. ceux qui sont en état de faillite ou qui ont été condamnés pour banqueroute frauduleuse ;
3. ceux qui ont été condamnés pour attentat aux mœurs ;
4. ceux qui ont été condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement.

(3) Les conditions de qualification professionnelle requises pour former un apprenti sont définies pour les différents secteurs par la chambre patronale compétente en accord avec la chambre salariale compétente, respectivement par le ministre pour les organismes de formation ne relevant pas d'une chambre patronale, en accord avec la chambre salariale compétente.

L'organisme de formation doit désigner un ou plusieurs tuteurs, responsables de la formation pratique et de l'encadrement pédagogique des apprentis, agréés respectivement par les chambres professionnelles compétentes ou le ministre en accord avec la chambre salariale compétente, remplissant les mêmes critères d'honorabilité tels que visés précédemment.

Les organismes de formation qui accueillent des apprentis dans le cadre d'une convention de lieux de formation pluriels doivent disposer du droit de former.

#### Art. L. 111-6.

Les organismes de formation qui souhaitent former un apprenti doivent communiquer les postes d'apprentissage vacants au service en charge de l'orientation professionnelle auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi.

Le service en question communique les postes vacants aux différents lycées et les rend publics par les moyens appropriés.

La personne qui veut faire un apprentissage doit en informer ce service qui le renseigne sur les postes d'apprentissage déclarés vacants et le conseille le cas échéant sur la profession ou le métier à choisir.

La personne qui bénéficie d'un poste d'apprentissage obtenu de sa propre initiative doit également en informer ce service.

#### Art. L. 111-7.

(1) Le contrat d'apprentissage prend fin :

1. par la réussite à la formation en question ;
2. par la cessation des activités du patron formateur ou en cas de retrait du droit de former ;
3. en cas de résiliation conformément à l'article L. 111-8 ;

4. en cas de force majeure ;
5. d'un commun accord entre parties ;
6. en cas de réorientation obligatoire de l'apprenti ;
7. si l'apprenti est écarté de la formation ;
8. en cas d'absence sans motif valable de l'apprenti pendant vingt jours ouvrables en continu dans l'organisme de formation ;
9. en cas d'épuisement des droits à l'indemnité pécuniaire de maladie accordée à l'apprenti conformément à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup> du Code la sécurité sociale.

En cas de réussite, de réorientation ou si l'apprenti est écarté de la formation, sur décision du conseil de classe, le contrat prend fin le dernier jour du mois de la notification du résultat ou de la décision aux deux parties au contrat. Les notifications de la réussite et les décisions des conseils de classe sont communiquées par le Service de la formation professionnelle aux chambres professionnelles.

(2) La prorogation du contrat d'apprentissage autre que celles prévues à l'article L. 111-3, paragraphe 2, se fait sur proposition de l'une des parties au contrat faite à la chambre dont elle relève. Les chambres professionnelles compétentes statuent.

Pour les formations qui ne dépendent d'aucune chambre professionnelle patronale, le ministre prend une décision de concert avec la chambre salariale compétente.

(3) En cas de changement d'organisme de formation, la période d'apprentissage accomplie antérieurement dans le même métier ou profession est mise en compte. Les unités acquises lors d'un apprentissage antérieur sont capitalisées et restent acquises pendant un certain nombre d'années, à définir selon la profession.

#### Art. L. 111-8.

(1) L'accord préalable des chambres professionnelles intéressées est requis pour toute résiliation du contrat d'apprentissage faite sur l'initiative d'une des parties au contrat.

Le contrat d'apprentissage peut être résilié par l'organisme de formation ou par l'apprenti, respectivement son représentant légal, ou par les chambres professionnelles :

1. pour cause d'infraction grave ou répétée aux conditions du contrat ;
2. si l'une des parties encourt une condamnation à une peine criminelle ;
3. après la période d'essai, s'il est constaté que l'apprenti est incapable d'apprendre la profession ;
4. si, pour des raisons de santé constatées par un médecin, l'apprenti n'est plus en mesure d'exercer le métier ou la profession en question ;
5. pour cause de rupture irrémédiable de la confiance d'une partie envers l'autre ;
6. en cas de danger pour l'intégrité physique ou morale pour l'une des parties au contrat.

(2) Les chambres professionnelles indiquent, après acceptation de la demande de résiliation, la date de la fin du contrat.

(3) Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le contrat d'apprentissage peut être résilié sans indication de motifs et sans demande adressée aux chambres professionnelles, par l'organisme de formation ou par l'apprenti, ~~respectivement~~ ou son représentant légal, pendant la période d'essai fixée à trois mois. Les parties informent les chambres professionnelles intéressées par écrit.

(4) Toute rupture arbitraire du contrat d'apprentissage donne droit à des dommages-intérêts à fixer par le tribunal du travail.

(5) La procédure de résiliation est fixée par règlement grand-ducal.

#### Art. L. 111-9.

Un litige est constaté entre les parties au contrat lorsque l'une des parties au contrat envoie une demande de résiliation écrite et que l'autre partie y marque son désaccord.

La demande de résiliation est à envoyer au conseiller à l'apprentissage compétent.

Le conseiller à l'apprentissage en informe l'autre partie au contrat et demande de lui faire parvenir une prise de position écrite endéans la huitaine. A défaut d'une prise de position, une résiliation d'un commun accord est prononcée.

En cas de contestation de l'autre partie du contrat, les chambres professionnelles compétentes décident soit l'organisation d'une réunion de **médiation conciliation**, soit la saisine de la commission des litiges.

Lorsqu'une réunion de **médiation conciliation** est décidée, le conseiller à l'apprentissage se charge de l'organiser. Soit la **médiation conciliation** réussit et mène à un accord sur la résiliation ou la continuation du contrat, soit la **médiation conciliation** échoue et le litige est envoyé devant la commission des litiges.

A cet effet, il est créé une commission des litiges qui se compose d'un représentant de la chambre professionnelle patronale concernée et d'un représentant de la chambre salariale compétente. Des experts peuvent être associés. Cette commission a pour mission de concilier les parties, si faire se peut, dans tous les litiges relatifs au contrat d'apprentissage. Elle émet un avis écrit aux parties concernées.

Si la conciliation n'aboutit pas, chaque partie concernée peut saisir le tribunal du travail du litige en question.

#### Art. L. 111-10.

Pour les stages, une convention de stage de formation est conclue entre l'établissement scolaire, l'élève stagiaire ou son représentant légal, s'il est mineur et l'organisme de formation.

Les dispositions prévues par les articles L.111-1, L.111-4, L.111-5 et L.111-6 sont applicables aux organismes de formation offrant des stages aux élèves stagiaires, sauf adaptation de terminologie s'il y a lieu.

La convention de stage de formation doit être constatée par écrit au plus tard au moment de l'entrée en stage.

La convention de stage de formation mentionne obligatoirement :

1. la dénomination et l'adresse de l'établissement scolaire représenté par son directeur ;
2. les nom, prénoms, numéro d'identification et domicile de l'élève stagiaire ; s'il est mineur les nom, prénoms et domicile de son représentant légal ;
3. les nom, prénoms, profession, numéro d'identification et domicile du patron ; lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, le siège ainsi que les noms, prénoms et qualités des personnes qui la représentent au contrat ;
4. les objectifs et les modalités de formation du stage ;
5. la date et la durée du contrat ;
6. les droits et devoirs des parties contractantes.

Le modèle du contrat est fixé par le ministre.

La durée de stage par formation porte au moins sur 12 douze semaines. Une période de stage ne peut être inférieure à 4 quatre semaines. Pendant toute la durée du stage, l'élève stagiaire demeure élève de l'établissement scolaire.

Le stage de formation peut se dérouler entièrement ou partiellement pendant les vacances scolaires. L'élève stagiaire doit néanmoins pouvoir bénéficier d'un congé de récréation annuel d'au moins 25 vingt-cinq jours.

Les dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des jeunes salariés et à la protection des salariées enceintes, accouchées et allaitantes sont applicables à la convention de stage de formation.

Les modalités d'organisation des stages de formation sont définies par règlement grand-ducal.

#### Art. L. 111-11.

Pendant la durée de l'apprentissage, le patron verse à l'apprenti une indemnité d'apprentissage qui est fixée par règlement grand-ducal, sur avis des chambres professionnelles compétentes. Cette indemnité est adaptée aux variations de l'indice du coût de la vie.

Art. L. 111-12.

Pour les formations qui se font sous contrat d'apprentissage, le contrôle de la formation en milieu professionnel appartient aux chambres professionnelles compétentes.

A cet effet, le ministre fixe ensemble avec les chambres professionnelles compétentes une convention régissant les droits et obligations des conseillers à l'apprentissage.

Les conseillers ont pour mission de contribuer à l'adaptation continue de la formation professionnelle à l'évolution des techniques par leur intervention au niveau de l'organisme de formation et de l'école. Ils veillent sur l'application des modules de formation en milieu professionnel. Ils ont le droit de visiter les organismes de formation.

Le conseiller à l'apprentissage assure sa mission en tant que représentant des porteurs de la formation professionnelle en toute neutralité.

Dans l'organisme de formation, le conseiller à l'apprentissage intervient :

1. en tant que conseiller sur propre initiative ;
2. en tant que médiateur, sur requête d'une des parties au contrat ;
3. en tant que médiateur, suite à une demande de résiliation selon les dispositions de l'article L. 111-9. ».

**Art. 2.** A l'article L. 234-56, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Ccode, les termes « d'un contrat d'apprentissage ou » sont insérés entre ceux de « dans le cadre » et « d'un contrat de louage de services ».

**Art. 3.** A l'article L.234-59 du même Ccode, l'alinéa 2 est complété par la disposition suivante :

« Peuvent encore bénéficier de ce congé les personnes liées par un contrat d'apprentissage qui se préparent et se présentent à un championnat mondial, européen ou luxembourgeois des métiers. ».

**Art. 4.** A l'article L.542-13, paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Ccode, le terme « externe(s) » est remplacé par celui de « interne(s) ».

**Art. 5.** A l'article L.631-2 du même Ccode, le point 43 est supprimé.

Chapitre 2 – Modification de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail

**Art. 6.** A l'article 4 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, la disposition « la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle » est supprimée.

Chapitre 3 – Modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

**Art. 7.** Dans l'ensemble du texte de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle les mots « contrat de stage », « un contrat de stage » et « le contrat de stage » sont remplacés respectivement par ceux de « convention de stage », « une convention de stage » et « la convention de stage ».

**Art. 8.** A l'article 2 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

- a) Au point 4, le terme « travailleurs » est remplacé par celui de « salariés » ;
- b) Au point 5, les termes « les tâches et activités d' » sont insérés entre ceux de « pour exercer » et « une profession » ;
- c) Au point 6, les termes « compétences menant à une qualification partielle » sont remplacés par ceux de « modules développant les compétences d'un domaine d'apprentissage spécifique » ;
- d) Au point 8, les termes « d'un domaine d'activités déterminé, acquises dans les métiers ou professions » sont remplacés par ceux de « appartenant au profil de formation d'un métier ou d'une profession, qui mène à un diplôme ou un certificat » ;
- e) Le point 10 est remplacé par le point suivant :  
« 10. organisme de formation : toute personne physique ou morale qui offre un poste d'apprentissage ou de stage et qui dispose du droit de former selon les dispositions de l'article **18 L. 111-1 du Code du travail** ; » ;
- f) Au point 11, le terme « pratique » est remplacé par les termes de « en milieu professionnel » ;
- g) Le point 12 est complété par les termes « dans un centre de formation public sous convention de formation » ;
- h) Au point 13, le terme « pratique » est remplacé par les termes de « en milieu professionnel » ;
- i) Le point 20 est remplacé par le point suivant :  
« 20. domaine d'apprentissage: un ensemble homogène de compétences professionnelles, sociales et personnelles provenant d'un ou de plusieurs domaines d'activités tels que définis dans le profil professionnel et le profil de formation et préparant à l'exécution d'un certain nombre de tâches et d'activités de la profession ou du métier visé ; » ;
- j) Au point 24, les termes « d'actes professionnels nécessaires pour pouvoir travailler dans » sont remplacés par ceux de « de tâches et d'activités appartenant à » ;
- k) Au point 27, les termes « unités capitalisables » sont remplacés par le terme de « modules » ;
- l) Sont ajoutés les points 28 à **31 33** suivants :

« 28. patron formateur :

- a) le patron si l'organisme de formation est une personne physique ;
- b) le représentant légal si l'organisme de formation est une personne morale ;

29. enseignement général : l'ensemble qui regroupe l'enseignement des langues, l'éducation à la citoyenneté et l'éducation physique et sportive ;

30. Service : le Service de la formation professionnelle prévu à l'article 51 ;

31. ministre : le ministre ayant la fFormation professionnelle dans ses attributions<sub>2</sub> ;

**32. profil de formation : détermine l'ensemble des compétences pour chaque domaine d'apprentissage ;**

**33. convention de formation : convention signée entre le Service et l'élève apprenti préparant au centre de formation public son accès à la formation professionnelle de base en deuxième année dans le secteur privé ;** » ;

2° L'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 9.** A l'article 4 de la même loi, les termes « de la formation professionnelle » sont insérés entre ceux de « mise en œuvre » et « sont accompagnées ».

**Art. 10.** A l'article 5 de la même loi, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est modifié comme suit :

a) Le point 4 est remplacé par le point suivant :

« 4. le directeur de la Maison de l'orientation ; » ;

b) Est ajouté le point 14 suivant :

« 14. le directeur du sService de Coordination de la Rcherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques. » ;

2° Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les termes « quatre premiers points » sont remplacés par ceux de « points 1 à 4 et 14 » et le terme « délégués » par celui de « membres » ;

3° Il est ajouté un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« (2) Il est créé un groupe de pilotage de la formation professionnelle<sub>2</sub> qui a les missions suivantes :

1. coordonner le processus de développement de la formation professionnelle, notamment le processus de refonte des programmes cadres comprenant les étapes d'examen, d'analyse, de développement et de mise en œuvre ;

2. valider les travaux curriculaires réalisés dans le cadre du développement de la formation professionnelle.

Ce groupe de pilotage comprend :

- 1. le directeur à la formation professionnelle ;

2. les directeurs adjoints à la formation professionnelle ;
3. deux délégués du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ;
4. deux délégués du collège des directeurs de l'enseignement secondaire général ;
5. deux délégués de chacune des chambres professionnelles ;
6. deux délégués des coordinateurs des équipes curriculaires.

En dehors des membres prévus aux points 1 et 2, les membres du comité groupe de pilotage sont nommés pour une durée renouvelable de trois ans par le ministre sur proposition de leur organisme d'origine. La présidence du comité groupe de pilotage est assurée par le directeur à la formation professionnelle ou par un des directeurs adjoints. En cas de besoin, le groupe de pilotage de la réforme professionnelle peut s'adjoindre des experts.

Le fonctionnement du comité groupe de pilotage et l'indemnisation des membres sont fixés par règlement grand-ducal. »

**Art. 11.** Un article *5bis*, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 5bis. Un projet d'innovation pédagogique peut être mis en œuvre par le Service, sur sa propre initiative ou à la demande d'un lycée offrant la formation professionnelle, les chambres professionnelles concernées entendues en leur avis. Pour chaque projet, les objectifs, les modalités de réalisation et la durée ~~doivent être~~ sont indiqués. Dans le cadre du projet, une dérogation aux dispositions des programmes en vigueur et de la grille des horaires peut être prévue par règlement grand-ducal. Les projets font l'objet d'une évaluation par le groupe de pilotage de la formation professionnelle. »

**Art. 12.** A l'article 6 de la même loi, les termes « , qui fait partie du régime professionnel, » sont supprimés.

**Art. 13.** L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. La formation professionnelle de base se fait par alternance sous contrat d'apprentissage **ou sous convention de formation** et est organisée sous forme d'unités capitalisables. ~~Elle porte normalement sur une durée de trois ans.~~

~~**La formation professionnelle de base peut porter sur les divisions suivantes :**~~

~~**La voie de formation menant au certificat de capacité professionnelle a une durée de deux ou de trois ans et peut comporter les divisions suivantes : a une durée de 3 ans à l'exception de la formation « cordonnier-réparateur » qui a une durée de 2 ans.**~~

**La voie de formation menant au certificat de capacité professionnelle comporte les divisions suivantes :**

1. division de l'apprentissage agricole ;
2. division de l'apprentissage artisanal ;
3. division de l'apprentissage commercial ;

4. division de l'apprentissage hôtelier et touristique ;
5. division de l'apprentissage industriel ;
6. division de l'apprentissage ménager ;
7. division de l'apprentissage des professions de santé et des professions sociales.

**Un règlement grand-ducal détermine les métiers et les professions pour lesquels la durée normale déroge à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que leur durée, qui ne peut pas être inférieure à deux années.**

La formation professionnelle de base est constituée d'au moins une unité capitalisable comprenant des modules de l'enseignement général et des unités capitalisables comprenant des modules de l'enseignement du métier ou de la profession visés.

Les unités capitalisables sont élaborées par les équipes curriculaires en coopération entre le milieu scolaire et le milieu professionnel et sont fixées par règlement grand-ducal. Les programmes-cadres, les référentiels d'évaluation et, le cas échéant, les programmes de formation sont élaborés et arrêtés suivant les dispositions de l'article 31. »

**Art. 14. L'article 8, alinéa 2, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant : de la même loi est complété par les alinéas suivants :**

« Le statut des apprenants sans contrat d'apprentissage dans un centre de formation public, admis à la formation professionnelle de base, est celui d'élève apprenti. Une convention de formation est conclue entre le **centre de formation public Service** et l'élève apprenti ou son représentant légal.

**La convention de formation mentionne obligatoirement :**

**1. les nom, prénom, numéro de matricule et domicile de l'élève apprenti, s'il est mineur, les nom, prénom et domicile de son représentant légal ;**

**2. le métier ou la profession ;**

**3. la date de la signature, la date du début et la durée de la convention de formation ;**

**4. le lieu de formation et l'établissement choisi pendant la formation patronale ;**

**5. les droits et devoirs des parties ;**

**6. les dispositions concernant le congé ;**

**7. l'organisation des cours et des éventuels stages en entreprises.**

**Le modèle de la convention est fixé par le ministre. »**

**Art. 15.** L'article 12 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« **Art. 12.** Les dispositions **de l'article du Chapitre IV, articles 33 à 33septies**, sont applicables à la formation professionnelle de base. ».

**Art. 16.** L'article 14 de la même loi est modifié comme suit :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « l'article 38 » sont remplacés par ceux de « l'article L. 111-11 du Code du travail » ;

2° Les alinéas 3 et 4 sont supprimés.

**Art. 17.** L'article 16, alinéa 2, de la même loi est complété par les termes « , soit sous contrat d'apprentissage, soit sous convention de stage de formation. ».

**Art. 18.** L'article 17 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Si la formation est organisée ~~en plein exercice à plein temps~~ au lycée, des périodes de stage sont prévues, si la formation se fait sous contrat d'apprentissage, aucun stage n'est prévu. »

**Art. 19.** Les articles 18 à 27 de la même loi sont abrogés.

**Art. 20.** A l'article 28 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par les paragraphes suivants :

« (1) L'accès à la formation professionnelle initiale se fait sur base d'un avis d'orientation contraignant dont l'élève bénéficie après la classe de 9<sup>e</sup> ou d'une décision de promotion et d'un avis d'orientation dont l'élève bénéficie après la classe de 5<sup>e</sup>.

**(2) ~~Les candidats n'ayant pas accompli cette classe de 9<sup>e</sup> ou de 5<sup>e</sup> peuvent présenter au ministre une demande de reconnaissance d'équivalence de leurs études. Au vu de cette équivalence, le directeur du Service oriente l'élève vers la formation professionnelle.~~**

**Les candidats âgés d'au moins seize ans, n'ayant pas réussi cette classe de 9<sup>e</sup> ou de 5<sup>e</sup>, peuvent présenter au ministre une demande de reconnaissance d'équivalence de leurs études. La demande est accompagnée d'une motivation circonstanciée, de l'accord des parents, s'il est mineur, et d'un rapport de la Maison de l'orientation sur la situation de l'élève. Au vu de cette équivalence, le directeur du Service oriente l'élève vers la formation professionnelle.** » ;

3° Le paragraphe 3 est modifié comme suit :

a) A l'alinéa 2, les termes « pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique » sont supprimés ;

b) A l'alinéa 6, les termes « ayant la Formation professionnelle dans ses attributions » sont supprimés.

**Art. 21.** A l'article 29 de la loi sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « , qui prépare les élèves à la vie active, » sont supprimés ;

2° L'alinéa 2 est modifié comme suit :

a) Les termes « La formation professionnelle initiale se compose : » sont remplacés par ceux de « Dans la formation professionnelle initiale on distingue entre : » ;

b) Au point 1, les dispositions « 1. du régime professionnel qui prépare au diplôme d'aptitude professionnelle. Les études ont une durée normale de trois ans. Le régime professionnel peut comprendre les divisions suivantes : » sont remplacées par la disposition suivante :

« 1. La voie de formation menant au diplôme d'aptitude professionnelle a une durée entre un et quatre ans et peut comporter les divisions suivantes : » ;

c) Au point 2, les dispositions « 2. du régime de la formation de technicien qui prépare au diplôme de technicien. Les études ont une durée normale de quatre ans. Le régime de la formation de technicien peut comprendre les divisions suivantes : » sont remplacées par la disposition suivante :

« 2. La voie de formation menant au diplôme de technicien a une durée entre deux et quatre ans et peut comporter les divisions suivantes : » ;

d) Au point 2, la lettre l) est remplacée par la lettre suivante :

« l) une division logistique » ;

e) Au point 2, lettre m), le terme « en » est supprimé.

3° Le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Aux élèves ayant réussi ~~quatre-vingt~~ 80 pour cent des modules obligatoires ou qui sont détenteurs du certificat de capacité professionnelle est délivré un certificat de réussite de cinq années d'enseignement secondaire. ».

**Art. 22.** A l'article 30, le premier tiret est remplacé par la disposition suivante :

« – les professions et métiers qui s'apprennent sous contrat d'apprentissage, les professions et métiers qui s'apprennent sous convention de stage de formation, et ceux qui s'apprennent sous les deux types de contrat à la fois ; »

**Art. 23.** A l'article 31 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par le paragraphe suivant :

« (1) Le ministre institue des équipes curriculaires par métier/ ou profession, respectivement par groupe de métiers/ ou professions.

Les équipes curriculaires sont chargées d'élaborer les programmes-cadres comprenant les profils professionnels, les profils de formation, les carnets d'apprentissage, les carnets de stage et les programmes directeurs pour les différents métiers et professions.

Les équipes curriculaires sont responsables de la synchronisation entre la formation en milieu professionnel et la formation en milieu scolaire et pour l'agencement du parcours des différentes formations, de façon à rendre possible le passage des élèves entre les différents niveaux de qualification.

Le profil professionnel détermine les tâches et les activités que les professionnels exécutent dans le cadre du métier ou de la profession.

Le profil de formation détermine l'ensemble des compétences pour chaque domaine d'apprentissage.

Le programme directeur détermine, pour chaque formation, la grille horaire, les unités capitalisables ainsi que les descriptifs des modules. » ;

2° Au paragraphe 2, point 2, les termes « de l'éducation » sont remplacés par le terme de « scolaire » ;

3° Le paragraphe 3 est modifié comme suit :

a) A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « pratique et théorique » sont remplacés par ceux de « qui déterminent les situations d'apprentissage, les méthodes et les contenus des modules. » ;

b) L'alinéa 3 est supprimé ;

4° Il est complété par les paragraphes suivants :

« (4) Des commissions nationales pour l'enseignement général élaborent, par niveau de formation, les référentiels d'évaluation et les programmes de formation des modules de l'enseignement général.

(5) Le ministre institue des équipes d'évaluation chargées d'élaborer, d'organiser et d'évaluer, par formation, les projets intégrés définis à l'article 32.

(6) Les modalités de fonctionnement des équipes curriculaires, des équipes d'évaluation, des commissions nationales de formation et des commissions nationales de l'enseignement général, l'indemnisation des membres, ainsi que la composition des commissions et des équipes d'évaluation sont fixées par règlement grand-ducal. »

**Art. 23 bis. Art. 24. A l'article 32, alinéa 4, de la même loi, la deuxième phrase est supprimée.**

**Art. 24. A la suite de l'article 32 de la même loi, il est inséré un chapitre IV nouveau, libellé comme suit :**

**« Chapitre IV. Evaluation et promotion**

**« Art. 25. L'article 33 de la même loi est remplacé par un chapitre IIIbis nouveau, comprenant les articles 33, 33bis, 33ter, 33quater, 33quinquies, 33sexies et 33septies nouveaux, libellé comme suit :**

**« Chapitre IIIbis. Évaluation et promotion**

**Art. 33. (1) L'évaluation de l'apprenti, de l'élève stagiaire et de l'élève apprenti dénommé ci-après « élève », fait partie intégrante du processus de formation. Elle renseigne l'élève, son représentant légal, l'organisme de formation et l'enseignant sur les progrès réalisés, elle décèle les difficultés de l'élève et elle certifie ses acquis.**

**Le terme de formateur est utilisé pour désigner indistinctement le patron formateur ou le tuteur en organisme de formation.**

**L'évaluation des apprentissages dans les modules se fait de façon continue par des épreuves qui portent sur les compétences.**

**L'évaluation des modules en milieu scolaire se fait par l'enseignant. Les modules en milieu professionnel ainsi que les stages sont évalués par le formateur.**

**(2) ~~Le ministre arrête les~~ Les référentiels d'évaluation proposés par les équipes curriculaires ou par les commissions nationales de l'enseignement général compétentes sont déterminés par règlement grand-ducal.**

Le référentiel d'évaluation définit, pour chaque compétence, les indicateurs qui décrivent les éléments qui permettent de constater l'acquisition de la compétence, les socles qui définissent le niveau minimal du degré d'acquisition de la compétence et l'indice de pondération de la compétence, déterminant l'évaluation chiffrée de celle-ci.

(3) L'évaluation est exprimée à plusieurs degrés :

1. Une compétence est évaluée par une note. La note maximale équivaut au résultat de la multiplication de 0,6 par l'indice de pondération de la compétence. La compétence est acquise, lorsque la moitié du maximum est atteinte ou dépassée.

2. Un module est évalué par une note de zéro à soixante points qui est la somme des notes attribuées aux compétences qui le constituent. Un module est réussi, si la note est supérieure ou égale à trente points.

(4) Lors d'une fraude, d'une tentative de fraude ou d'un plagiat, l'enseignant ou le formateur peut décider, en jugeant l'avantage illicite que le fraudeur s'est procuré, d'attribuer la note zéro à la compétence ou aux compétences concernées.

~~Toute fraude ou tentative de fraude, respectivement tout plagiat entraîne des mesures éducatives.~~ Toute fraude, tentative de fraude ou plagiat entraîne des mesures éducatives telles que prévues par l'article 42 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées.

Si l'élève ne peut présenter d'excuse valable pour ne pas ~~avoir pris part~~ s'être soumis part à l'évaluation, la note zéro est attribuée à la compétence ou aux compétences concernées.

(5) Les enseignants des différents modules suivis par l'élève se réunissent en conseil de classe, selon les dispositions de l'article 20 de la loi modifiée du 25 juin 2004 précitée.

Sauf pour les modules de stages et les projets intégrés, la réussite du module est certifiée par l'enseignant ou le formateur.

Chaque module réussi est attesté par le conseil de classe moyennant une inscription au bulletin scolaire.

Un stage réussi est attesté par l'Office des stages, moyennant inscription au bulletin scolaire.

Un projet intégré réussi est attesté moyennant une notification du directeur à la formation professionnelle.

Lorsqu'un module commun à plusieurs professions ou métiers est acquis au titre de l'un d'eux, il est réputé acquis au titre de l'ensemble de ces professions ou métiers.

(6) ~~Sauf en cas de réinscription en première année d'une formation,~~ Les modules réussis restent acquis tout au long de la vie.

Lors d'une réinscription à une formation dont le référentiel d'évaluation a entretemps changé, le directeur à la formation professionnelle décide, sur demande écrite de l'élève, de l'équivalence entre les modules réussis par l'élève et les modules du nouveau référentiel d'évaluation, en vue de son intégration à la formation.

Les modalités concernant le fonctionnement des conseils de classe et le contenu du bulletin sont déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 33bis. Des mesures de remédiation sont mises en place pour aider l'élève en difficulté. Elles sont décidées par le conseil de classe, proposées à l'élève et mises en œuvre par le directeur du lycée ou le responsable du centre de formation public.

Les modalités concernant la démarche de remédiation sont déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 33ter. (1) Lorsqu'un module obligatoire est non réussi, l'élève rattrape ce module au cours de sa formation, sauf s'il en est dispensé par la réussite d'un bilan intermédiaire ou final.

(2) Les conditions dans lesquelles se déroule le rattrapage de stages sont fixées par l'Office des stages, tel que prévu à l'article L.111-10 du Code du travail.

(3) Le rattrapage de tout module fondamental non réussi est organisé au cours du semestre suivant, à l'exception du projet intégré final, des modules de stage, des modules en organisme de formation et des modules dépendant d'une saison déterminée. Le rattrapage de ces derniers est organisé au plus tard au cours des deux semestres subséquents.

(4) Le projet intégré intermédiaire non réussi est rattrapé lors de la session ordinaire suivante. Le projet intégré final non réussi lors d'une session ordinaire est rattrapé lors de la session de rattrapage, ou lors de la session ordinaire suivante.

Les conditions selon lesquelles se déroule le rattrapage sont déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 33quater. Le conseil de classe délibère sur les progrès scolaires et la promotion de chaque élève.

La décision de promotion prend une des trois formes suivantes, à savoir, soit une décision de progression, soit le bilan intermédiaire, soit le bilan final :

1. Le conseil de classe prend une décision de promotion appelée décision de progression au terme :

a.a) de la première et de la troisième année scolaire d'une formation d'une durée normale de quatre ans;

b.b) de la deuxième année scolaire d'une formation d'une durée normale de trois ans;

c.c) de la première année scolaire d'une formation d'une durée normale de deux ans.

La décision se fonde sur les résultats de l'élève aux modules obligatoires prévus par le programme de l'année de formation. Les résultats aux modules de stage et au projet intégré intermédiaire éventuels ne sont pas pris en considération.

2. Le conseil de classe prend une décision de promotion appelée bilan intermédiaire au terme :

a.a) de la deuxième année scolaire d'une formation d'une durée normale de quatre ans;

b.b) de la première année scolaire d'une formation d'une durée normale de trois ans.

La décision se fonde sur les résultats de l'élève aux modules obligatoires prévus par le programme depuis le début de la formation. Les résultats aux modules de stage et au projet intégré intermédiaire éventuels ne sont pas pris en considération.

En cas de réussite du bilan intermédiaire, l'élève est autorisé à progresser vers l'année de formation subséquente. Les modules complémentaires non réussis ne doivent pas être rattrapés et ne sont plus comptabilisés pour les décisions du conseil de classe.

3. Le conseil de classe prend une décision de promotion appelée bilan final au terme de l'année finale de la formation.

La décision se fonde sur les résultats de l'élève aux modules obligatoires prévus par le programme pendant les deux dernières années de la formation ou pendant la seule année de formation, sans prendre en considération le module du projet intégré intermédiaire.

En cas de réussite du bilan final, l'élève est admis au projet intégré final.

Le directeur à la formation professionnelle décide de l'admission effective au projet intégré final des candidats admissibles selon les dispositions du présent article.

Sur proposition du directeur du lycée ou du responsable du centre de formation public, le candidat absent, sans motivation valable, à un dixième des cours de l'enseignement scolaire de la dernière année de formation n'est pas admissible au projet intégré final.

Art. 33quinquies. (1) Le projet intégré s'appuie sur des situations de travail concrètes et porte sur des compétences retenues dans le profil de formation.

(2) Pour l'organisation et l'évaluation des projets intégrés intermédiaire et final, le ministre nomme annuellement une ou plusieurs équipes d'évaluation pour chaque métier ou profession. Ces équipes, présidées par le directeur à la formation professionnelle ou son délégué, dénommé ci-après « le commissaire », décident de la réussite ou de la non-réussite du projet intégré et arrêtent les résultats.

(3) L'évaluation du projet intégré se fait suivant le référentiel d'évaluation et les dispositions de l'article 33, paragraphe 3.

(4) Si une seule compétence figurant dans le référentiel d'évaluation du projet intégré final est non réussie et si la note finale est comprise entre vingt-sept et vingt-neuf points, valeurs limites incluses, le candidat est autorisé à se présenter à une épreuve complémentaire élaborée et évaluée par au moins deux membres de l'équipe d'évaluation.

L'équipe d'évaluation décide si l'épreuve complémentaire est écrite, orale ou pratique. Elle désigne les évaluateurs. Il est loisible aux autres membres de l'équipe d'évaluation d'assister à l'épreuve complémentaire ainsi qu'à son évaluation.

En cas de réussite à l'épreuve complémentaire, la note finale du projet intégré final est fixée à 30 points.

En cas d'échec à l'épreuve complémentaire, la note finale reste celle fixée antérieurement.

(5) Le candidat absent de l'épreuve du projet intégré final pendant une journée entière au plus, pour un motif reconnu valable par le commissaire, est autorisé à se présenter à une journée de repêchage dont la date est fixée par le commissaire. L'épreuve de la journée de repêchage est élaborée et évaluée par au moins deux membres de l'équipe d'évaluation. L'équipe d'évaluation désigne les évaluateurs. Il est loisible aux autres membres de l'équipe d'évaluation d'assister à l'épreuve de la journée de repêchage ainsi qu'à son évaluation.

Si l'absence est de plus d'une journée, le candidat est autorisé à passer ces épreuves à la session ordinaire suivante.

(6) Pour les formations sous contrat d'apprentissage, un projet intégré intermédiaire est organisé au milieu de la formation. Par dérogation, sur proposition expresse de l'équipe curriculaire concernée et après consultation des chambres professionnelles compétentes, le ministre peut organiser le projet intégré intermédiaire au terme de la première année de formation.

(7) Le projet intégré final est organisé au deuxième semestre de l'année terminale, d'après un des modèles suivants :

1. soit sous forme de projet simulant une situation professionnelle concrète ;

2. soit sous forme de soutenance d'un projet élaboré dans le cadre de modules « projet » de l'année terminale. Dans ce cas, l'équipe d'évaluation participe à l'évaluation des modules « projet ».

Le ministre arrête le modèle d'organisation du projet intégré final, suite à la recommandation de l'équipe curriculaire, les chambres professionnelles entendues en leur avis.

La composition et le fonctionnement des équipes d'évaluation sont déterminés par règlement grand-ducal.

(8) Toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée par le commissaire entraîne la nullité de l'épreuve. L'élève est considéré avoir été présent à l'épreuve et le module est évalué par « non réussi ». Le candidat est renvoyé à la session de l'année suivante.

Un recours peut être introduit contre cette décision devant le ministre.

Le recours doit être formé dans un délai de sept jours à compter de la notification de la décision disciplinaire. Le ministre statue dans un délai de trente jours.

Art. 33sexies. (1) Si l'élève n'est pas autorisé à progresser ou s'il ne réussit pas le bilan intermédiaire ou final, le conseil de classe prononce l'échec.

L'élève en échec est réorienté par le conseil de classe soit vers une classe du même niveau, soit vers une classe d'un autre niveau de formation plus adapté à ses capacités. Les décisions de réorientation du conseil de classe sont astreignantes.

L'élève qui échoue au terme de la première année d'études d'une formation, peut être autorisé par le conseil de classe à se réinscrire dans la même année de formation.

Dans les voies de formation menant au DT et DAP, l'élève doit avoir réussi la moitié des modules obligatoires au moins, pour se voir attribuer une telle autorisation.

L'élève qui échoue au terme d'une année de formation autre que la première, peut être autorisé par le conseil de classe, à bénéficier d'une année supplémentaire pour rattraper des modules.

(2) Au cas où la décision de promotion vise un élève sous contrat d'apprentissage, les chambres professionnelles concernées en sont informées.

Les modalités concernant la prise de décision de promotion sont déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 33septies. (1) L'élève détenteur du CCP est admis à la deuxième année d'études de la formation menant au DAP dans la même spécialité.

(2) L'élève détenteur du DAP est admis à la formation de technicien qui correspond à la famille de métiers pour laquelle il a eu son diplôme. Sur proposition de l'équipe d'évaluation et sur décision du commissaire, l'élève est admis en avant-dernière ou en dernière année de la formation de technicien.

L'élève détenteur du DAP est admis en avant-dernière année de la formation de technicien.

L'élève détenteur du DAP, mention « excellent », est admis en dernière année de la formation de technicien.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des formations de technicien auxquelles l'élève détenteur du DAP est admissible en tenant compte des divisions prévues à l'article 29.

**(3) L'élève détenteur du DT est admis en classe de 2<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire général de la division qui correspond à la spécialité de son diplôme.**

**(4) Sur avis du conseil de classe et sur décision du directeur de l'établissement où est dispensée la formation visée, l'élève en formation DT est admis dans une classe de 3<sup>e</sup> ou de 2<sup>e</sup> de l'enseignement général.**

**(5) (4) A la demande de l'élève, et sur avis favorable du conseil de classe, le directeur à la formation professionnelle peut autoriser l'élève à changer d'une formation DT vers une autre formation DT, d'une formation DAP vers une autre formation DAP, ou d'une formation CCP vers une autre formation CCP. Cette autorisation peut être soumise à la réussite des modules indispensables pour l'intégration dans la nouvelle formation.**

**(6) (5) Au cas où les décisions précitées visent un élève sous contrat d'apprentissage, les chambres professionnelles concernées et l'Agence pour le développement de l'emploi en sont informées. »**

**Art. 25-26.** A l'article 34 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 1, le terme « travailleur » est remplacé par celui de « salarié » ;

2° A l'alinéa 3, le terme « acquis » est remplacé par celui de « réussis » ;

3° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Le directeur à la formation professionnelle peut être représenté par un directeur adjoint à la formation professionnelle. » ;

4° A l'alinéa 5 ancien, devenu l'alinéa 6, les termes « de l'autorité » sont remplacés par ceux de « , ainsi qu'un nombre égal de suppléants choisis selon les mêmes critères, » ;

5° A l'alinéa 7 ancien, devenu l'alinéa 8, le terme « ministère » est remplacé par celui de « Service » ;

6° A l'alinéa 13 ancien, devenu l'alinéa 14, les termes « de la formation professionnelle du ministère » sont supprimés.

**Art. 26-27.** A l'article 36 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Au paragraphe 1<sup>er</sup>, les termes « du détenteurs » sont supprimés ;

2° Au paragraphe 2, les termes « classe du cycle supérieur du régime technique » sont remplacés par ceux de « des classes supérieures de l'enseignement secondaire général ».

**Art. 27-28. A l'article 37 de la même loi, la première phrase est supprimée et dans la seconde, les termes « conditions et » sont insérés entre ceux de « Les » et « modalités ». L'article 37 est remplacé par le texte suivant :**

« Art. 37. (1) On entend par apprentissage transfrontalier, la formation où la partie en milieu professionnel se fait sous contrat d'apprentissage dans un organisme de formation situé au Luxembourg et où la partie en milieu scolaire est assurée par une institution dans un pays ~~de la Grande Région limitrophe~~.

(2) L'apprentissage transfrontalier ne peut se faire que dans les métiers ou professions figurant sur une liste fixée par règlement grand-ducal, telle que prévue à l'article 30.

~~(3) Tout apprentissage transfrontalier doit être, au préalable, autorisé par le ministre, le Service de l'orientation professionnelle de l'Agence pour le Développement de l'Emploi et les chambres professionnelles concernées entendus en leur avis.~~

~~(4) (3) Toute personne souhaitant suivre un apprentissage transfrontalier doit adresser une demande écrite et motivée au Service. Les démarches à suivre sont arrêtées ~~par le ministre~~, par règlement grand-ducal.~~

Le contrat d'apprentissage est enregistré auprès de la chambre professionnelle patronale compétente.

~~(5) (4) L'élève sous contrat d'apprentissage luxembourgeois se voit attribuer le diplôme décerné par l'autorité étrangère compétente. S'il le souhaite et si les critères d'admission au projet intégré final sont remplis, il peut se présenter en vue de l'obtention d'une certification luxembourgeoise. Suite à la réussite du projet intégré final, il reçoit également une certification luxembourgeoise.~~

Si la formation se fait selon un programme de formation étranger, pour des professions et métiers sous contrat d'apprentissage qui se trouvent définis dans le règlement grand-ducal visé à l'article 30 et pour lesquels il n'existe pas de programme de formation luxembourgeois, l'apprenti se soumet aux épreuves d'évaluation à l'étranger.

~~(6) (5) L'État luxembourgeois ~~peut~~ prendre en charge les frais d'admission, les frais d'inscription, les coûts de la formation ainsi que les frais des épreuves et des examens effectués à l'étranger.~~

~~(7) (6) Le ministre est autorisé à conclure des accords avec les ~~autorités compétentes instituts compétents~~ en matière de formation professionnelle dans les pays ~~de la Grande Région limitrophes~~ jusqu'au niveau du brevet de technicien supérieur, les chambres professionnelles concernées entendues en leur avis. »~~

Art. ~~28-29~~. L'article 38 de la même loi est abrogé.

Art. ~~29-30~~. L'article 40 de la même loi est modifié comme suit :

1° Le paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé ;

2° Le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les formations qui se font sous une convention de stage de formation, les stages sont organisés et surveillés par l'office des stages institué dans chaque établissement scolaire offrant la formation en question. »

**Art. 30-31.** L'intitulé ~~du de l'ancien~~ chapitre IV, devenu le chapitre V, de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre ~~IV~~ V. De la formation professionnelle continue, de la formation de reconversion professionnelle et de la formation professionnelle de base et initiale en cours d'emploi ».

**Art. 31-32.** L'article 42 de la même loi est complété par les alinéas suivant :

« La formation professionnelle de base et la formation professionnelle initiale peuvent être organisées en cours d'emploi.

~~Après avoir demandé l'avis des chambres professionnelles compétentes, un~~ Un règlement grand-ducal définit les métiers et les professions qui peuvent être organisés sous forme de formation professionnelle en cours d'emploi, les conditions d'admission et les modalités de fonctionnement. ».

**Art. 32-33.** A l'article 43, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 4, de la même loi, les termes « ayant la formation professionnelle dans ses attributions » sont supprimés.

**Art. 33-34.** A l'article 47 de la même loi, le terme « ministère » est remplacé par celui de « Service ».

**Art. 34-35.** A l'article 48, alinéa 3, de la même loi, les termes « de validation » sont supprimés.

**Art. 35-36.** A l'article 51 de la même loi, les termes «, dénommé ci-après le service, » sont supprimés.

**Art. 36-37.** Aux articles ~~52-à, 53 et 55~~, de la même loi, le terme « service » est remplacé par celui de « Service ».

**Art. 37-38.** A l'article 53 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le Service est placé sous les ordres d'un directeur qui est le chef hiérarchique de son personnel. Il est assisté ~~d'un ou de plusieurs d'un nombre maximal de quatre~~ directeurs adjoints. Le directeur et les directeurs adjoints sont nommés par le Grand-Duc.

La direction du Service et du Centre national de la formation professionnelle continue est assurée par le directeur à la formation professionnelle. Le directeur à la formation professionnelle est chargé du bon fonctionnement des administrations et services dont il a la responsabilité, ~~ceci dans le respect de la législation en vigueur et des instructions du~~ ministre. »

2° A l'alinéa 6 ancien, devenu l'alinéa 5, la première phrase est supprimée.

**Art. ~~38-39~~**. A l'article 61, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, de la même loi, l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> et du paragraphe 2 sont supprimés est supprimé.

#### Chapitre 4 – Mise en vigueur

**Art. ~~39-40~~**. **(1)** La présente loi ~~est applicable à partir du~~ entre en vigueur le 16 juillet 2018 **2019**, à l'exception des articles 2 à 4.

**(2) Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'article 24 est applicable à partir de l'année scolaire 2019/2020 :**

**1. pour les élèves admis en classe de 4<sup>ème</sup> et 2<sup>ème</sup> préparant au diplôme de technicien ;**

**2. pour les élèves admis en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année de formation préparant au diplôme d'aptitude professionnelle;**

**3. pour les élèves admis en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année de formation préparant au certificat de capacité professionnelle.**

**Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'article 24 est applicable à partir de l'année scolaire 2020/2021:**

**1. pour les élèves admis en classe de 3<sup>ème</sup> et 1<sup>ère</sup> préparant au diplôme de technicien;**

**2. pour les élèves admis en 3<sup>ème</sup> année de formation préparant au diplôme d'aptitude professionnelle;**

**3. pour les élèves admis en 3<sup>ème</sup> année de formation ~~du~~ préparant au certificat de capacité professionnelle.**